

UCR-CGT

2. Comité Général UCR-CGT du 16 mars.
3. **CGT Vosges**
Casse des Services Publics dans les Vosges
4. Ligne St-Dié - Epinal
Quelques infos...

Agenda

La CGT est engagée avec une large coalition dans l'Initiative citoyenne européenne (ICE) « **pour faire du vaccin un bien commun** ». Une pétition pour exiger un changement législatif concret est en ligne :

<https://www.cgt.fr/actualites/europe/sante/solidarite/une-petition-pour-faire-du-vaccin-un-bien-public-mondial>

Les retraités Vosgiens en lutte !

Le 31 mars dernier, malgré la situation sanitaire, nous étions 80 devant la Préfecture des Vosges à l'appel de l'intersyndicale des retraités des Vosges : CGT, FO, FSU, Solidaires, CFTC, CFE-CGC et la FGR. Nous avons pris la parole pour exposer nos revendications : l'augmentation des pensions, la défense et l'amélioration de notre système de protection sociale et le maintiens des services publics de proximité.



Nous avons distribué des tracts au marché d'Epinal devant les caméras de TF1 pour le JT de 13h.

Nous avons été interviewés par des journalistes de Vosges Matin et l'Echo des Vosges et des radios : "RCF" et "Magnum la radio". Une belle campagne de com de l'USR-CGT 88 !

L'UCR-CGT appelle à poursuivre et amplifier les mobilisations des retraités sur l'ensemble du territoire. Lorsque cela est possible de le faire de manière interprofessionnelle et intergénérationnelle.



Francis Forticaux, bureau USR 88

Johnny Halliday chantait : « Et tant qu'on rêve, Tant qu'on espère, Rester vivant », alors continuons à rêver d'un autre monde, gardons espoir et

Restons vivants !

Un an déjà que les radios, les chaînes de télévision, les journaux nous couvrent de cendres chaque matin ! Les décrets du Président nous ont privés de liberté, y compris les plus fondamentales en démocratie, comme celle de manifester !

Mais pouvait-on faire mieux ? Qui aurait pu prévoir cette catastrophe ? Dans le Bulletin de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) Volume 96, Numéro 2 de février 2018 un article alertait sur ce risque « *Il est nécessaire d'investir davantage dans la préparation contre les grandes épidémies et les pandémies. Les arguments en faveur de cet investissement s'appuient en grande partie sur les estimations des pertes au niveau du revenu national que pourrait entraîner une grande épidémie ou une pandémie.* ».

« *Le jour d'après ne sera pas un retour au jour d'avant* », déclarait Emmanuel Macron le 16 mars 2020. Mais qu'en est-il aujourd'hui ?

Pendant que le Gouvernement déverse des dizaines de milliards pour aider les entreprises du CAC 40 à maintenir leurs profits, les retraités vivent de plus en plus mal. Nous subissons une détérioration du niveau des pensions qui ne cessent de baisser. L'évolution du coût de la vie entraîne une explosion de la pauvreté intergénérationnelle et notamment au niveau des personnes âgées. Aujourd'hui est pire qu'hier !



Un autre « virus » est apparu sur les réseaux sociaux : #boomerremove ou « vireur de vieux », cette nouvelle forme de stigmatisation des personnes âgées est encouragée par les propos d'Emmanuel Macron et de son gouvernement ! Ne cédon pas à la division intergénérationnelle, nous sommes tous dans la même galère ! Alors, restons vivants camarades !

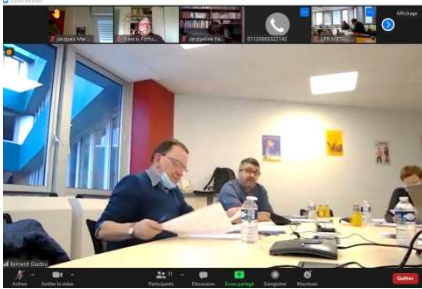
Le 10 mars dernier, le chanteur HK (Kaddour Hadadi) est passé à Epinal, un grand moment festif chargé d'espoir où jeunes et vieux ont chanté, dansé, nous étions vivants ! Reprenons son message :

Nous on veut continuer à danser encore ...

Comité Général UCR-CGT du 16 mars

Extrait de la synthèse écrite par les camarades de l'UCR-CGT

Face à une situation sanitaire inédite: des dispositions inédites, mais statutairement nécessaires!



Face à une situation sanitaire inédite: des dispositions inédites, mais statutairement nécessaires!

Les conditions pour se réunir en présentiel n'étant pas réunies, les travaux du comité général se sont déroulés en visioconférences. Afin de favoriser la démocratie et le plus grand nombre d'interventions, l'organisation des débats s'est réalisée en plusieurs groupes. 142 camarades issus de 16 UFR et 65 USR incluant les 26 camarades de la future commission exécutive ont participé à cette séance.

L'introduction sur l'actualité de Bernard Guidou lue par les pilotes des 4 groupes a rythmé le débat. La participation très active des camarades s'est exprimée dans la sérénité dans 101 interventions. D'où la richesse des débats.

Quelques organisations auraient souhaité ne pas attendre 2023 pour organiser le 12ème congrès de l'UCR-CGT. Bien évidemment, nous aurions tous préféré qu'il en soit autrement, mais force est de constater que la situation sanitaire ne nous le permet pas. La majorité des camarades confrontés à la même problématique dans leurs organisations ont considéré que la direction de l'UCR-CGT a adopté la meilleure solution en décalant cette échéance.

Dans leurs expressions, les camarades ont abordé divers thèmes : difficultés pour les retraités à se faire vacciner, délabrement de notre système de santé, démantèlement des services publics, financement de la protection sociale, le 100% Sécu, pouvoir d'achat, explosion de la pauvreté, menaces sur les pensions de réversion, solidarité intergénérationnelle, annulation de la dette, droitisation de la société, lutte contre les idées du RN. Enfin, la question de notre qualité de vie syndicale a fait l'objet de beaucoup d'interventions.

La feuille de route portant nos revendications sera enrichie des remarques des camarades par l'espace revendicatif et validée par la commission exécutive d'avril.

Il est à signaler une meilleure prise en compte de notre participation dans les CDCA comme lieu où nous pouvons porter nos revendications. Un autre tract UCR-CGT sera mis à disposition des organisations rapidement.

Le compte-rendu de l'intersyndicale nationale du 3 mars a suscité de nombreuses réactions. Le travail fourni en territoire et dans les professions par la CGT est considérable. Nous devons reprendre notre place et notre rôle moteur au sein de l'intersyndicale.

Les camarades retraités se sont impliqués largement dans les élections dans les TPE en collant les affiches et distribuant dans les boîtes aux lettres. Une de leur préoccupation est que la CGT regagne sa première place au niveau national.

Vie syndicale : De nombreux camarades ont souligné la difficulté à réunir les sections, mais des efforts sont faits pour organiser les rencontres statutaires sous différentes formes : réunions téléphonées, en visioconférences ou physiquement en utilisant des salles à capacité d'accueil suffisante pour respecter la distanciation. Ceci étant, pour gagner notre renforcement et les retards de règlement le travail est engagé par les UFR et USR pour rencontrer les sections. La difficulté demeure pour contacter les syndiqués isolés qui apparaissent dans Cogétise dans de petites sections.

La préoccupation de la continuité syndicale est ressentie fortement comme besoin essentiel pour notre organisation, d'autant que trop de retraités restent syndiqués chez les actifs. Concernant la continuité, un camarade a dit, «c'est bien de l'écrire, c'est mieux de le faire». Aussi, pour garder les nôtres, nous avons besoin de construire collectivement des plans de travail précis avec les UD, UL et Fédérations. La nécessité de s'adresser aux retraités qui n'ont jamais été organisés est également importante pour conquérir les déserts syndicaux et relever le défi d'implanter la CGT partout. Pour aller dans ce sens, nous avons besoin de nous exprimer davantage à tous les niveaux de notre organisation sur la spécificité du syndicalisme retraité.

La nouvelle direction composée 56 membres dont 5 pour la commission de contrôle financière de l'UCR-CGT a été élue à 93%.

La commission exécutive a élu en son sein les 11 membres du Bureau : Marc BASTIDE - Secrétaire Général, Bernard GUIDOU - Secrétaire Général adjoint, Monique MOUHAT – Politique financière, Marie-Paule POUSSIER - Administratrice, Cathy TRAN PHUNG CAU, Mireille PAUME, Brigitte YVRAY, Hubert SCHWIND, Alain LAPORTE, Jocelyne BOYER, Michel DENIEAULT.

Marc Bastide a conclu cette journée de travail en restant à l'offensive en proposant le lancement d'une consultation nationale sur le thème «**que me faut-il pour vivre ? De quoi ai-je besoin ?** » Pour l'augmentation des pensions et retraites pérenne tout au long de notre vie de retraités.

L'**USR-CGT des Vosges** était représentée par Francis Forticaux, membre du bureau, en l'absence de notre secrétaire **Jean-François Dehlinger** à qui nous souhaitons un prompt rétablissement après une mauvaise chute lors de sa dernière randonnée pédestre. Nous sommes fiers d'avoir une représentante des retraités vosgiens au bureau de l'UCR-CGT, toutes nos félicitations à **Monique Mouhat** qui est reconduite dans son mandat à la Politique financière.

Casse des Services Publics dans les Vosges

Par Jean-Marcel Hingray et Monique Mouhat



Education : 420 élèves en moins à la rentrée prochaine. Ce serait une belle occasion de renforcer le corps enseignant, au contraire le ministère va fermer des postes.

Santé, on est au bout du bout :

Une amie veut prendre rendez vous urgent chez un dentiste, elle souffre et sa joue est très enflée. Aucun dentiste sur Epinal ne veut la voir. Elle ne fait pas partie de leur patientèle, je veux dire de leur clientèle.

Une amie vient d'intégrer l'hôpital «soins de suite, convalescence» à Senones. Samedi 10 avril,

impossible d'entrer en contact avec cet établissement. Tapez 1 tapez 2 tapez 3 pour finalement s'entendre dire : « Nous ne sommes pas disponibles ». De tout le week-end cet établissement reste injoignable. Probablement que le standard n'est plus qu'une machine qui répond « pas disponible ».

DGFIP Direction Générale des Finances Publiques

Sans compter les diverses restructurations de services, fusions et transferts de mission, ont été fermés ou transférés dans les Vosges :

Au 1er janvier 2021 :

fermeture de la Trésorerie de Charmes

A partir du 1er septembre 2021 :

fermeture de la Trésorerie de Rambervillers

fermeture de la Trésorerie de Senones

transfert de l'EPS de Ravenel à la trésorerie GH de Nancy CHU

Création du Service Départemental des Impôts Fonciers (SDIF) à Epinal avec suppression des sites de Saint-Dié et Remiremont

Fusion des Services de Publicité Foncière (SPF) à Epinal avec fermeture de celui de Saint-Dié

Suppressions d'emplois

La loi de Finances pour 2021 prévoit, au niveau national, 1800 suppressions d'emplois à la DGFIP dont 11 dans les Vosges, En 2022, les suppressions d'emplois seront de 1600.

313 SUPPRESSIONS DE POSTES A LA DDFIP DES VOSGES DEPUIS 2003 (+ du tiers des effectifs)

Le stade d'eaux vives à Epinal, vous en pensez quoi ?

Epinal : l'enquête publique sur le **Stade Eaux Vives** est ouverte du 9 avril jusqu'au 10 mai. Le dossier est en ligne depuis le 9 avril et nous ne disposons que de 32 jours pour déposer nos avis à la mairie ou à la préfecture !

Voir cette enquête : <https://www.vosges.gouv.fr/Politiques-publiques/Enquetes-publiques-et-consultations-du-public/Enquetes-publiques-loi-sur-l-eau2/Avis-d-enquete-creation-d-un-parcours-d-eaux-vives-sur-la-ZAC-du-port-d-Epinal>.



En synthèse : suppression d'une partie de l'espace vert au port pour l'installation d'une station de pompage, d'un tapis roulant, de 2 centrales oléohydrauliques, de terrassement, etc. soit **5,7 millions d'euros payés avec de l'argent public**. Pour quel usage ?

L'avenir de la ligne Saint-Dié - Epinal, (suite du no précédent)

Par Jean-François Dehlinger

Il est important, au-delà des conditions de réouverture en terme de calendrier et de modalités de fonctionnement que nous allons évoquer, de voir aussi comment peut s'insérer cette ligne stratégique dans un schéma de transport plus global rendant un maximum de service aux populations des bassins de vie irrigués par cette voie ferrée.

En ce qui concerne la remise en service qui fait suite à la bataille menée par les syndiqués CGT en coopération active avec les associations d'usagers il reste encore bien des inconnues. Les délais annoncés semblent devoir être tenus même si à notre avis il aurait été possible de réduire ceux-ci y compris dans le contexte COVID que nous connaissons. Le débat se porte maintenant sur la volonté des élus régionaux et en tout premier lieu du vice Président Mr Valence de faire intervenir un opérateur privé en lieu et place de la SNCF. Cette volonté dogmatique prétend rendre un meilleur service aux usagers en terme de régularité, de fréquence et de confort que dans la situation connue jusqu'alors et ce pour un coût pour la Région annoncé comme inférieur ! Vaste projet pour lequel la Région a déjà lancé les appels d'offre nécessaires. Pour qui suit un peu l'actualité des privatisations ferroviaires dans les autres pays européens il est aisé de voir que si cette orientation qui avait eu la faveur de différents gouvernements par exemple en Grande Bretagne, Allemagne, Suède ...n'est plus à l'ordre du jour. Le vent a tourné sous la pression des populations



et des usagers déçus par les piètres et coûteuses prestations. La plupart de celles-ci se sont révélées être un fiasco, avec une nette dégradation des conditions et des modalités de transport. Ces constats sans appel ont conduit à un virage à 180° de la part des gouvernements concernés avec une renationalisation de ces lignes. Notre Vice Président s'entête néanmoins dans sa conception idéologique de la remise en service sous prestataire privé. De plus il cumule des erreurs stratégiques quant à la trame des circulations, la réduction des arrêts dans la desserte avec des postulats qui ne tiennent pas compte de la réalité des besoins des usagers. En prenant comme postulat de départ de limiter au maximum les temps de parcours en sacrifiant nombre d'arrêts intermédiaires il va à l'encontre des besoins et des désirs des populations intéressées. Nous demandons une remise à plat de ce dossier pour faire en sorte de créer les conditions d'une réelle politique de transport public dans l'optique du respect des normes environnementales et au service de l'ensemble de citoyens concernés par ce lien économique vital au niveau départemental.

Quelques infos...

Avez-vous les adresses mail de nos députés vosgiens ?

stephane.viry@assemblee-nationale.fr

gerard.cherpion@assemblee-nationale.fr

christophe.naegelen@assemblee-nationale.fr

jean-jacques.gaultier@assemblee-nationale.fr

n'hésitez pas à les interpeller, même à titre personnel, ils sont nos représentants, même si vous ne votez pas pour eux. Ils ont pour mission de voter les lois de la république, pour le futur et contrôler leur application EN NOTRE NOM.

Impôts 2021, ne déclarez pas 1 € de trop !

Le prélèvement à la source (PAS) de l'impôt est effectif sur les revenus perçus à compter du 1^{er} janvier 2020. Attention, le taux de prélèvement ne prend pas en compte les réductions et crédits d'impôt. C'est pourquoi vous devez mentionner vos réductions et crédits d'impôt dans votre déclaration de revenus. La date limite de déclaration papier est fixée au 20 mai 2021 et au 8 juin pour la déclaration en ligne pour les Vosges. Pensez à mentionner vos cotisations syndicales et les aides à domicile !

Contactez la rédaction : usrcgt-vosges@laposte.net

Agenda

mobilisations et initiatives

avril

Confinés mais pas muselés !

mai

1^{er} journée internationale de luttes des travailleuses et travailleurs.

juin

21 Fête de la musique

vie syndicale

9 au 10 juin : Congrès de l'UD-CGT des Vosges à la maison Léonard à Epinal.

formation

22 au 24 novembre : Participer à la vie syndicale « retraité.e.s » à Epinal.